

Destruction intentionnelle : le Covid d'abord, « la grande appropriation » ensuite



[Source : aubedigitale.com]

Par Matthew Smith

La Grande Dépression était un plan bien exécuté pour saisir les actifs, appauvrir la population et refaire la société. La suite est pire...

Un livre récent de David Webb jette une lumière nouvelle sur ce qui s'est exactement passé pendant la Grande Dépression. Selon lui, il s'agissait d'un coup monté.

Webb est un ancien banquier d'affaires et gestionnaire de fonds spéculatifs qui a acquis de l'expérience aux plus hauts niveaux du système financier. Il a publié *The Great Taking* (La Grande Appropriation) il y a quelques mois et l'a récemment complété par un documentaire vidéo. Un ouvrage complet, concis, compréhensible et GRATUIT. Pourquoi ? Parce qu'il veut que tout le monde comprenne ce qui est en train de se faire.

The Great Taking décrit la feuille de route pour effondrer le système, réprimer le peuple et saisir tous vos biens. Et il inclut les reçus.



Vous ne possédez déjà rien

L'ouvrage de Webb illustre, entre autres, comment les modifications apportées au Code de commerce uniforme ont transformé la propriété d'un bien en un droit sur un titre. La désignation « droit » a fait de la propriété personnelle une simple réclamation contractuelle. La personne « ayant droit » est un propriétaire « effectif », mais pas un propriétaire légal.

En cas d'insolvabilité d'une institution financière, le propriétaire légal est « l'entité qui contrôle le titre avec une garantie ». En substance, les actifs des clients appartiennent aux banques. Mais c'est bien pire que cela. Il ne s'agit pas simplement de perdre ses liquidités à cause du renflouement d'une banque. L'ensemble du système financier a été câblé en vue d'une démolition contrôlée.

Webb décrit en détail comment le piège a été tendu et comment la Grande Dépression a servi de précédent. En 1933, FDR a décrété un « Bank Holiday ». Par décret, les banques ont été fermées. Plus tard, seules celles approuvées par la Fed ont été autorisées à rouvrir.

Des milliers de banques ont été laissées à l'abandon. Les personnes qui possédaient de l'argent dans ces établissements peu recommandables le perdirent entièrement, ainsi que tout ce qu'elles avaient financé (maisons, voitures, entreprises) et qu'elles ne pouvaient plus payer. Ensuite, quelques banques « choisies » ont consolidé tous les actifs du système.

Centralisation et risque systémique

Comme le montre Webb, le gâteau est cuit depuis des années. Mais cette semaine, il y a eu un signe qu'il sortait du four. Lundi dernier, Bloomberg a admis que les mesures prises pour « protéger le système » amplifiaient en réalité le risque.

À la suite de la crise financière de 2008, les « dirigeants » du G20 ont exigé que tous les produits dérivés standardisés de gré à gré soient compensés par des contreparties centrales (CPC), soi-disant pour réduire le risque de contrepartie et accroître la transparence du marché. La CPC la plus connue aux États-Unis est la Depository Trust and Clearing Corporation (DTCC), qui traite des milliers de milliards de dollars de transactions sur titres chaque jour.

Avant 2012, les transactions sur les produits dérivés de gré à gré étaient bilatérales et le risque de contrepartie était géré par les parties à la transaction. Lorsqu'elle traitait directement avec d'autres entreprises, chacune devait s'assurer qu'elle traitait avec des parties fiables. Si elles avaient une mauvaise réputation ou n'étaient pas solvables, les contreparties pouvaient les considérer comme toxiques et les exclure des transactions. Selon les sages dirigeants du G20, cette solution était trop risquée.

Avec l'introduction des mandats de compensation centrale, le risque de contrepartie a été transféré, par l'intermédiaire des contreparties centrales, des entreprises effectuant la transaction au système lui-même. La solvabilité et la réputation ont été remplacées par des garanties et des modèles complexes.

Les courtiers, les banques, les gestionnaires d'actifs, les fonds spéculatifs, les entreprises, les compagnies d'assurance et les autres « parties à la compensation » participent au marché en déposant d'abord une garantie sous la forme d'une marge initiale (MI) auprès de la contrepartie centrale. C'est par le biais de cette marge initiale et d'un fonds de défaillance distinct et beaucoup plus petit, détenu par la contrepartie centrale, que le risque de contrepartie est géré.

Mutualiser les pertes

Déplacer le risque des parties individuelles vers le collectif est une recette pour les problèmes. Mais, comme l'explique un récent rapport de la BRI, c'est encore pire. La structure des contreparties centrales elles-mêmes peut provoquer des « spirales de marges » et des « risques d'erreur » en cas de turbulences sur les marchés.

Dans les épisodes de fuite vers la sécurité, les contreparties centrales augmentent les exigences de marge. Selon la Banque des Règlements Internationaux (BRI),

« Les hausses soudaines et importantes des exigences de marge obligent les contreparties de produits dérivés à se désendetter et peuvent précipiter des ventes forcées qui entraînent une plus grande volatilité et de nouvelles hausses des exigences de marge dans ce que l'on appelle les spirales de marge ».

Nous avons déjà eu un aperçu de ce à quoi cela peut ressembler. Des spirales de marge similaires « se sont produites au début de 2020 (Covid-19) et de 2022 (invasion de l'Ukraine), reflétant la nature sensible au risque des modèles de la MI ».

Les obligations d'État, source de problèmes

Le deuxième domaine de risque systémique est la double utilisation des obligations d'État, à la fois comme garantie et comme actif sous-jacent dans les contrats de produits dérivés. La volatilité du marché des obligations d'État peut entraîner une demande de garanties supplémentaires sur les marchés des produits dérivés, précisément lorsque les prix des obligations d'État sont en baisse. La chute des prix des obligations érode la valeur de la MI existante. Les demandes de garanties montent en flèche au moment même où la valeur des garanties actuelles et potentielles s'évapore.

Encore une fois, la BRI :

La dynamique de risque erronée a semblé jouer un rôle lors de la crise de la dette souveraine irlandaise de 2010-2011. À l'époque, les investisseurs ont liquidé leurs positions en obligations d'État irlandaises après qu'une contrepartie centrale a relevé les décotes appliquées à ces obligations lorsqu'elles sont utilisées comme garanties. Cela a entraîné une baisse des prix des obligations d'État irlandaises, ce qui a provoqué de nouvelles décotes, de nouvelles fermetures de positions et, en fin de compte, une spirale de baisse des prix.

Conçu pour échouer

La BRI ne l'admet pas, mais Webb affirme que les contreparties centrales elles-mêmes sont délibérément sous-capitalisées et conçues pour échouer. Le démarrage d'une nouvelle CPC est planifié et préfinancé. Lorsque cela se produira, ce seront les « créanciers garantis » qui prendront le contrôle de TOUT le collatéral sous-jacent.

Une fois de plus, la BRI :

... afin de mutualiser les pertes potentielles dues à des défaillances dépassant la MI, les contreparties centrales exigent également de leurs

membres qu'ils contribuent à un fonds de défaillance (DF). Par conséquent, les contreparties centrales sont à la tête d'importants pools d'actifs liquides.

Ce « large pool d'actifs liquides » est l'univers complet des titres négociés.

En cas d'effondrement du marché, les actions et les obligations que vous pensez posséder seront aspirées dans le fonds de défaillance (DF) en tant que garantie supplémentaire pour la valeur évaporée du complexe de produits dérivés. C'est ce qu'on appelle « la grande prise ».

La célèbre phrase de Buffett est vraie : « On ne découvre qui nage nu que lorsque la marée se retire ». La plupart d'entre nous sont sur le point d'apprendre que c'est nous qui sommes nus.

Si vous n'avez pas lu « The Great Taking » ou regardé le documentaire, je vous recommande de vous servir une boisson fraîche et de le regarder maintenant :

Traduction de Take par Aube Digitale